ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

Note de capitalisation

Améliorer la productivité des petits ruminants au Togo : quand l'appui de proximité transforme les élevages familiaux

Avec l'appui technique et financier de :

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development and Cooperation SDC

Septembre 2025

Cette note de capitalisation a été réalisée dans le cadre de la Phase 1 du Programme d'Appui à la Commercialisation du Bétail en Afrique de l'Ouest mis en œuvre du 1er avril 2021 au 30 juin 2023 avec l'appui technique et financier de

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development and Cooperation SDC

Pour citer ce document :

Commission de la CEDEAO – Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation (ARAA), Note de capitalisation, 2025 : Améliorer la productivité des petits ruminants au Togo : quand l'appui de proximité transforme les élevages familiaux

Projet : Développement économique des acteurs de la filière viande de petits ruminants (DEFI-Viande)

Pays : Togo

Institutions de mise en œuvre : Vétérinaires Sans Frontières Suisse (VSF-Suisse), Entreprises Territoires et Développement (ETD), la Fédération Nationale des Acteurs et Professionnels de la Filière Bétail et Viande du Togo (FENAPFIBVTO) et l'Ecole Supérieure d'Agronomie (ESA)

Résumé exécutif

Le projet DEFI-Viande, mis en œuvre dans les préfectures de Blitta, Ogou et Haho au Togo, a accompagné 800 petits éleveurs, dont 30 % de femmes, pour améliorer la productivité des petits ruminants. Grâce à des formations sur les bonnes pratiques d'élevage, la structuration en coopératives (SCOOPS), l'introduction de géniteurs améliorés et des campagnes sanitaires, le projet a permis une augmentation du taux de mise-bas de 17 % à 90 %, une réduction de la mortalité des chevreaux de 50 % à 8 %, et une croissance des troupeaux de 17,38 %. Les Cercles d'Échange entre Éleveurs (CEE) et l'accompagnement par les ESOP ont favorisé une appropriation rapide des pratiques. L'inclusion des femmes, représentant 30 % des bénéficiaires et actives dans la commercialisation (restauratrices de rue), a renforcé la sécurité alimentaire et les dynamiques économiques locales.

Pour pérenniser ces acquis, il est recommandé de renforcer les CEE, de développer des fonds renouvelables pour les intrants, et d'étendre le modèle à d'autres régions.

Messages clés

- La faible productivité des élevages familiaux de petits ruminants, due aux pratiques traditionnelles, à la mortalité néonatale élevée et à l'insuffisance des services vétérinaires de proximité, limitait fortement les revenus des agro-éleveurs et la valorisation commerciale de leurs animaux.
- Pour y répondre, le projet DEFI-Viande a appuyé 800 petits éleveurs (dont 500 encadrés par ETD et 300 nouveaux identifiés, pratiquant l'élevage familial de petits ruminants, répartis)) dans les trois préfectures ciblées par le projet (Blitta, Ogou et Haho) au Togo à travers la formation sur les bonnes pratiques d'élevage, l'organisation en coopératives, l'accompagnement technique de proximité via les Entreprises de services et organisation de producteurs (ESOP), la mise en place de Cercles d'Échange entre Éleveurs (CEE), et la subvention de géniteurs améliorés et de campagnes sanitaires.
- Les interventions ont permis une amélioration significative des indicateurs zootechniques : le taux de mise-bas est passé de 17 % à 90 %, la mortalité des jeunes a chuté de 50 % à 8 %, et la taille des troupeaux s'est accrue de 17,38 %.
- Le changement des pratiques s'est appuyé sur une combinaison de démonstrations concrètes, de suivi individualisé et de dispositifs collectifs, générant une appropriation rapide et des effets d'entraînement auprès des éleveurs non directement ciblés.
- L'approche participative et territoriale adoptée dans le projet, fondée sur des dynamiques collectives et l'ancrage local, a montré son efficacité mais nécessite un engagement sur la durée et des ressources suffisantes pour pérenniser les acquis et répondre à la demande croissante en intrants de qualité.

Enjeu

Un contexte favorable mais sous-exploité pour le développement de la filière viande de petits ruminants

Au Togo, plus de la moitié des ménages ruraux élèvent des petits ruminants, principalement des chèvres et des moutons. Cette activité constitue une source essentielle de revenus pour les populations pauvres vivant en milieu rural. La filière viande de petits ruminants, en raison de sa forte empreinte socio-économique, représente un levier important de développement local et de sécurité alimentaire. Elle présente également un fort potentiel d'inclusion, notamment des femmes, très présentes dans les activités de transformation et de commercialisation, à l'instar des restauratrices de rue.

D'un point de vue culturel, la viande de petits ruminants bénéficie d'une large acceptabilité : elle est consommée sans restriction religieuse ou ethnique, dans toutes les régions du pays. Pourtant, l'offre locale reste insuffisante pour répondre à la demande. La consommation moyenne annuelle de viande et d'abats est estimée à 7,5 kg par habitant, bien en deçà de la norme recommandée de 12 kg. Cette faible consommation résulte d'un déficit de production structurel lié à des systèmes d'élevage extensifs peu productifs, ainsi qu'à une qualité sanitaire et hygiénique encore trop aléatoire. Par ailleurs, l'élevage des petits ruminants présente l'avantage d'être bien adapté à toutes les zones agroécologiques du pays et son cycle de reproduction court constitue un atout pour une intensification rapide.

Une productivité animale limitée et des services d'appui inadaptés

L'un des principaux défis identifiés au démarrage du projet résidait dans la faible productivité des élevages familiaux. Les maladies animales fréquentes, la mortalité précoce des chevreaux, la mauvaise alimentation et l'absence de pratiques sanitaires préventives limitaient considérablement la valorisation des animaux sur les marchés. Les petits producteurs manquaient d'accès aux intrants essentiels (vaccins, antiparasitaires, géniteurs améliorés), aux services vétérinaires de proximité et à des conseils adaptés à leur réalité.

Bien que plusieurs prestataires de services existent (notamment l'Institut de Conseil et d'Appui Technique – ICAT, des ONG locales et des vétérinaires privés), leur couverture reste insuffisante, notamment dans les zones reculées. Le modèle ESOP (Entreprise de Services et Organisation de Producteurs), qui vise à offrir un accompagnement technique et économique de proximité, restait peu opérationnel dans la zone ciblée. Le projet a ainsi cherché à renforcer l'ancrage de ce modèle, à appuyer le fonctionnement des dispositifs de santé animale et à promouvoir des pratiques améliorées d'élevage, notamment via la mise en place de Cercles d'Échange entre Éleveurs (CEE).

Des acteurs informels essentiels mais peu soutenus dans la chaîne de valeur

En aval de la chaîne, le secteur de la commercialisation et de la distribution de viande repose en grande partie sur des acteurs informels : bouchers, charcutiers, rôtisseurs et restauratrices de rue. Bien qu'ils jouent un rôle central dans l'accès des populations urbaines à la viande, ces professionnels opèrent souvent dans des conditions précaires, sans encadrement ni reconnaissance. Ils sont rarement formés aux bonnes pratiques d'hygiène, ne disposent pas d'équipements adaptés, et ne sont que peu intégrés dans les mécanismes de contrôle sanitaire. Ces lacunes posent de sérieux risques pour la santé publique, compromettent la qualité des produits, et limitent les opportunités de valorisation économique pour ces acteurs.

Le projet a donc visé l'amélioration de la qualité sanitaire et hygiénique des denrées alimentaires de rue, en ciblant ces professionnels par des actions de formation, de certification et d'accès au crédit. Cette approche visait à professionnaliser ces métiers, à sécuriser les consommateurs et à créer une dynamique vertueuse de transformation de la filière.

Des besoins clairs pour une transformation durable de la filière

Face à ces constats, plusieurs besoins prioritaires émergent. Sur le plan technique, les éleveurs requièrent un accompagnement renforcé afin d'améliorer la santé animale, la reproduction, l'alimentation et la gestion globale des troupeaux. D'un point de vue économique, il est essentiel de structurer les chaînes de commercialisation et de faciliter l'accès à des marchés plus rémunérateurs. Sur le plan institutionnel, la reconnaissance et la professionnalisation des acteurs informels de la distribution apparaissent comme des leviers indispensables pour renforcer la filière. Enfin, sur le plan sanitaire, le renforcement des dispositifs de contrôle ainsi que la promotion de bonnes pratiques d'hygiène auprès des manipulateurs de denrées constituent des priorités majeures pour garantir la qualité des produits et la sécurité des consommateurs.

Le projet DEFI-Viande s'est donc inscrit dans une logique intégrée de développement de la filière, avec une approche inclusive, territoriale et multi-acteurs, centrée sur les enjeux de productivité, de sécurité alimentaire et de revenu des petits producteurs et opérateurs informels.

Dans la pratique

Activités menées

Le projet DEFI-Viande a mobilisé une approche intégrée pour renforcer la productivité des petits ruminants au sein des élevages familiaux. La stratégie reposait sur une implication active des membres du consortium, incluant Vétérinaires Sans Frontières Suisse (VSF-Suisse), Entreprises Territoires et Développement (ETD), la Fédération Nationale des Acteurs et Professionnels de la Filière Bétail et Viande du Togo (FENAPFIBVTO) et l'École Supérieure d'Agronomie (ESA), ainsi que des prestataires de services comme l'Institut de Conseil et d'Appui Technique (ICAT) et les vétérinaires privés des zones d'intervention. Les principaux bénéficiaires étaient 800 petits agro-éleveurs, (30 % de femmes), dont 500 encadrés par ETD et 300 nouveaux identifiés, pratiquant l'élevage familial de petits ruminants issus des préfectures de Blitta, Ogou et Haho.

L'intervention a débuté par des prises de contact avec les autorités locales et les parties prenantes, suivies d'un processus rigoureux d'identification et de sélection des éleveurs à partir des données du Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO), complétées par des enquêtes terrain pour intégrer de nouveaux bénéficiaires. Une étude de référence a permis de confirmer les besoins prioritaires, orientant la sensibilisation des éleveurs sur les objectifs du projet.

Les bénéficiaires ont été organisés en Sociétés Coopératives (SCOOPS) selon les dispositions de l'OHADA[1], puis accompagnés dans la mise en œuvre des bonnes pratiques d'élevage. Les activités techniques comprenaient la formation sur les itinéraires techniques de production, la gestion coopérative, ainsi que l'adoption d'innovations comme les CEE, la méthode FAMACHA pour le diagnostic de l'anémie, et l'usage de fiches de suivi zootechnique (BTA). Un appui au renforcement du dispositif de santé animale a été apporté à travers la formation et le recyclage des auxiliaires villageois d'élevage (AVE), l'organisation de campagnes de vaccination PPR, et de déparasitage groupé.

Le projet a également mis en place un mécanisme de soutien matériel et financier avec la distribution subventionnée de kits géniteurs et d'enclos, ainsi qu'un cofinancement des campagnes sanitaires. L'ensemble des actions a fait l'objet d'un suivi-évaluation régulier par les techniciens de l'ESOP, chargés d'accompagner les éleveurs sur le terrain.

Résultats atteints

Les interventions ont permis une amélioration significative des pratiques d'élevage et des performances zootechniques. Le taux de mortalité des chevreaux est passé de 50 % à 8 %, tandis que le taux de mise-bas a atteint 90 %, contre 17 % au départ. L'usage de géniteurs améliorés a permis d'améliorer la conformation des animaux et de réduire les avortements, tandis que la structuration en coopératives a favorisé l'adoption collective des vaccinations groupées et du déparasitage biannuel.

Les éleveurs ont également adopté de nouvelles techniques de gestion des troupeaux grâce aux BTA, et ont montré un intérêt marqué pour les géniteurs performants, bien au-delà de la demande initialement anticipée. La démarche participative des CEE a renforcé la diffusion des connaissances et le partage d'expériences entre éleveurs. Le recours au diagnostic FAMACHA a facilité la détection précoce des cas d'anémie, améliorant la réactivité face aux risques sanitaires.

1 Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (en abrégé OHADA)

Sur le plan économique, les conditions de production améliorées ont contribué à l'augmentation de la taille des troupeaux (+17,38 %), à une meilleure valorisation des animaux sur le marché, et à la réduction des pertes liées aux maladies et aux vols. L'adoption de l'estimation du poids à partir du tour de poitrine a permis une évaluation plus objective des animaux destinés à la vente.

Défis rencontrés

La mise en œuvre du projet a été confrontée à plusieurs contraintes. Les ressources disponibles se sont révélées insuffisantes face à l'ampleur des besoins, notamment pour la couverture de la contrepartie financière exigée pour l'acquisition des géniteurs et la construction des enclos. L'offre de géniteurs adaptés a également été jugée limitée, restreignant la capacité de réponse aux demandes croissantes des éleveurs.

Malgré ces difficultés, le projet a pu maintenir une dynamique d'adoption des bonnes pratiques, grâce à l'implication active des acteurs locaux et à l'approche progressive de sensibilisation, d'expérimentation et d'accompagnement. Les efforts consentis ont ainsi posé les bases d'une intensification durable de la production de petits ruminants dans les zones d'intervention, avec des effets positifs observés sur la santé animale, la sécurité alimentaire et les revenus des petits producteurs.

Leçons apprises et recommandations

- **L'implication directe des éleveurs à travers les CEE favorise l'appropriation des bonnes pratiques d'élevage**. Les CEE ont permis un apprentissage par les pairs et une mise en confiance des producteurs autour des nouvelles pratiques. Cette approche participative a facilité l'adoption de techniques améliorées, notamment en matière de santé animale, de gestion de la reproduction ou encore d'aménagement des enclos. Les membres des CEE ont partagé leurs expériences, observé des résultats concrets, et reproduit progressivement les comportements efficaces. Il est recommandé de renforcer cette dynamique d'apprentissage entre pairs dans toute initiative de diffusion de pratiques d'élevage, en lui consacrant du temps, des animateurs formés et un accompagnement structuré.

- **L'accompagnement technique de proximité par des agents dédiés est déterminant pour changer les pratiques**. Le rôle des techniciens de l'ESOP dans le suivi régulier des éleveurs a été central dans l'adoption effective des innovations. Leur présence continue a permis d'expliquer les bonnes pratiques, de suivre leur mise en œuvre, d'ajuster les interventions, et de créer une relation de confiance avec les bénéficiaires. Cette relation de proximité a contribué à lever les doutes, à motiver les producteurs et à garantir une application effective des enseignements dispensés. Toute démarche de diffusion d'innovations techniques doit intégrer un dispositif de suivi de terrain régulier et personnalisé, en mobilisant des agents compétents et bien intégrés dans les zones d'intervention.

- **Le ciblage d'éleveurs déjà motivés permet d'accélérer les changements visibles, mais limite l'effet de masse**. Les bénéficiaires retenus dans le projet présentaient un intérêt réel pour l'élevage et une certaine capacité d'organisation, ce qui a facilité l'expérimentation et la réussite rapide de plusieurs actions. Toutefois, cette approche ciblée peut limiter la

portée à l'échelle d'un territoire si elle n'est pas accompagnée d'un mécanisme d'ouverture ou de diffusion vers d'autres éleveurs. L'effet d'entraînement observé (construction d'enclos ou adoption des campagnes sanitaires par des non-bénéficiaires) reste encore partiel. Il est recommandé d'associer à ce ciblage un dispositif explicite de réplication, via par exemple des leaders locaux, des démonstrations ouvertes, ou des systèmes de parrainage.

- **Le cofinancement partiel de certains intrants stimule l'engagement des éleveurs, mais requiert un accompagnement adapté**. L'apport subventionné de kits géniteurs, d'enclos et de fonds de vaccination a permis d'alléger la barrière financière pour les bénéficiaires, tout en les responsabilisant dans la mobilisation d'une contrepartie. Ce mécanisme a favorisé l'appropriation des équipements et des pratiques. Toutefois, plusieurs éleveurs ont rencontré des difficultés à mobiliser leur part, en raison de revenus limités ou de priorités concurrentes. Il est donc conseillé de calibrer les exigences de cofinancement à la capacité réelle des bénéficiaires et de prévoir des dispositifs de microcrédit ou d'épargne groupée pour sécuriser leur contribution.

- **La maîtrise des pratiques de reproduction est un levier central pour améliorer rapidement la productivité**. L'introduction de géniteurs améliorés et la sensibilisation à la gestion de la reproduction ont permis une augmentation rapide du taux de mise-bas (de 17 % à 90 %) et une baisse significative de la mortalité néonatale. Ces résultats illustrent l'importance d'agir sur la qualité génétique et sur les pratiques d'accouplement pour améliorer la productivité du troupeau. Les projets futurs doivent systématiser l'intégration de ce levier, en couplant l'apport de géniteurs à un dispositif de renouvellement, de suivi sanitaire et de sensibilisation à la reproduction raisonnée.

- **La mise en place d'une structuration coopérative a facilité la mise en œuvre collective des actions sanitaires**. L'organisation des éleveurs en SCOOPS a permis de mutualiser les actions telles que la vaccination et le déparasitage groupé, de contractualiser des prestations avec les cabinets vétérinaires, et de créer une dynamique de solidarité. Cette structuration a également contribué à une meilleure lisibilité du secteur aux yeux des prestataires de services. Toute stratégie de renforcement de la productivité doit être accompagnée d'un appui à la structuration des éleveurs, avec des formations spécifiques à la gouvernance coopérative et à la gestion collective des services.

- **Une extension à Sotouboua et Tchamba, où la densité d'éleveurs est élevée selon les données du PPAAO, permettrait de répliquer le modèle**. Une phase pilote de 12 mois, ciblant un plus grand nombre d'éleveurs, pourrait tester la faisabilité.

À propos de cette note de capitalisation

Cette note est issue d'un processus de capitalisation participatif conduit dans le cadre du Programme d'Appui à la Commercialisation du Bétail en Afrique de l'Ouest (PACBAO). L'objectif de la capitalisation est de documenter et valoriser les expériences menées sur le terrain afin de favoriser l'apprentissage, la redevabilité et la mise à l'échelle des approches prometteuses. Les informations ont été recueillies à travers des entretiens, des visites de terrain, l'analyse de documents et la consultation des parties prenantes.

À propos du programme PACBAO

Le Programme régional d'appui à la commercialisation du bétail en Afrique de l'Ouest (PACBAO) est une initiative de la CEDEAO avec l'appui financier de la Coopération Suisse (DDC). Elle s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique agricole régionale, l'ECOWAP. Elle vise à créer des conditions favorables à l'accroissement des revenus des éleveurs en s'appuyant sur le secteur privé du commerce régional du bétail et les institutions publiques régionales. Au cours de sa première phase (2018 – 2023), le programme a contribué au renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles de la CEDEAO et a financé 16 projets pilotes dans 11 pays en Afrique de l'Ouest et au Sahel qui ont permis de générer une dizaine de bonnes pratiques et innovations. Les projets pilotes visaient essentiellement à accroître la productivité du bétail, améliorer la compétitivité de la viande produite dans la région face à la concurrence des importations extra-communautaires, faciliter et moderniser le commerce intra-régional du bétail et, améliorer les relations entre les acteurs des chaines de valeur, les installations et les moyens destinés à la transformation et au transport de la viande rouge.

La deuxième phase du programme (2024-2028) s'inscrit dans la même perspective et mettra l'accent sur la mise à l'échelle des pratiques innovantes existantes tout en créant des conditions favorables à la promotion de la filière bétail-viande. Son objectif global est de contribuer à couvrir les besoins en viande rouge et produits carnés des populations de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel à travers le développement du commerce intrarégional de bétail et de la viande et la maîtrise des importations extrarégionales des produits carnés. De façon spécifique, la seconde phase du programme vise à accroitre d'au moins 2,6% l'offre de bétail et de viande sur les marchés terminaux et toucher environ 500 000 bénéficiaires directs dont 40% de jeunes et de femmes.

Remerciements

Nous exprimons notre sincère gratitude à toutes les personnes et institutions qui ont contribué à la réalisation de ce document de capitalisation. Votre soutien, votre engagement et votre participation ont été essentiels à la réussite de ce processus.

ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development and Cooperation SDC

Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation
4e et 5e étages, Immeuble de la CRBC
Place de la Réconciliation, Cité OUA, Quartier Atchanté
01 BP4817, Lomé 01, Togo
Courriel : araa@araa.org
Site Web: www.araa.org